

DIALOGUE GLOBAL

Utopies réelles
pour une
sociologie globale

Erik Olin Wright

Développement et
justice : une utopie
réelle en Inde

Kalpana Kannabiran

L'injustice dans
l'accès à l'eau

José Esteban Castro

- > **Débat sur le travail global**
- > **Hommage à Robert Merton**
- > **Jeunes sociologues de Catalogne**
- > **La sociologie au Moyen-Orient, en mouvement**
- > **Billet sur l'ISA : Évolution de l'Association**
- > **Sociologie publique : La « Révolution espagnole »**
- > **Lettre à la rédaction :**
La technique de la bouse de vache
- > **Présentation de la rédaction :**
L'équipe de São Paulo
- > **Droits de l'homme :**
La lutte anti-terroriste au Royaume-Uni

NEWSLETTER

DGN 5

VOLUME 1 / NUMÉRO 5 / JUILLET 2011

Association
Internationale
de Sociologie



> Éditorial

La sociologie a toujours tenté de défataliser et de dénaturiser le présent, en démontrant que le monde pouvait être différent. Ce cinquième numéro de *Dialogue Global* s'ouvre ainsi sur un article traitant des « utopies réelles », un concept avancé par Erik Wright en référence aux institutions qui, aujourd'hui, mettent en question la logique du capitalisme. Les articles suivants illustrent ce concept des utopies réelles : Kalpana Kannabiran écrit au sujet d'une utopie réelle venant de l'Inde – le développement comme forme de justice ; Teresa Sordé et Tatiana Santos décrivent des expériences récentes de démocratie participative en Espagne ; et José Esteban Castro traite de justice en relation avec l'accès à l'eau en Amérique latine. D'éminents sociologues du travail abordent l'idée d'« utopie réelle » dans un autre sens, contribuant eux aussi au débat que nous poursuivons sur la sociologie globale, en explorant la notion de « mondialisation contre-hegémonique ». Ainsi, Edward Webster traite d'un point de vue sud-africain des mouvements ouvriers mondiaux, Pun Ngai d'un point de vue chinois, et Enrique de la Garza d'un point de vue mexicain. Farid Alatas présente un compte rendu du très attendu Congrès de sociologie du Moyen-Orient qui a eu lieu à Téhéran, et Ana Vidu d'un Congrès de jeunes sociologues plein de dynamisme, organisé à Barcelone, tandis que Nadia Asheulova et Jaime Jiménez rendent compte de la célébration organisée par le Comité de Recherche 23 en l'honneur de Robert Merton, le grand sociologue des sciences. Des rubriques spéciales traitent des sujets suivants : la menace qui pèse sur les libertés des universitaires lorsque les universités collaborent aux opérations anti-terroristes ; l'histoire de la structure bicamérale de l'ISA ; et la technique d'échantillonnage « bouse de vache » en Afrique tropicale. Enfin, une nouvelle rubrique a été créée pour présenter nos différentes équipes de rédaction dans le monde. À cet égard, nous souhaitons la bienvenue à l'équipe de jeunes sociologues de Téhéran chargée de traduire *Dialogue Global* en persan – ce qui constituera notre dixième langue.

Vous pourrez retrouver *Dialogue Global* sur [Facebook](#), et sur le [site web de l'ISA](#).



> Dans ce numéro

Éditorial	2
Des utopies réelles pour une sociologie globale	3
Le développement comme voie vers la justice, une utopie réelle en Inde	6
L'injustice dans l'accès à l'eau en Amérique latine	9

> DÉBAT SUR LE TRAVAIL GLOBAL

Un point de vue d'Afrique du Sud	15
Un point de vue de Chine	18
Un point de vue du Mexique	21

> CONGRÈS

Jeunes sociologues de Catalogne	12
Hommage à Robert Merton	17
La sociologie au Moyen-Orient, en mouvement	24

> RUBRIQUES SPÉCIALES

Billet sur l'ISA : L'évolution de la structure de l'Association	8
Sociologie publique : La « Révolution espagnole »	13
Lettre à la rédaction : La technique de la bouse de vache	20
Présentation de la rédaction : L'équipe de São Paulo	23
Droits de l'homme : La lutte anti-terroriste au Royaume-Uni	25

> Comité de Rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Responsables d'édition : Lola Busuttil, August Bagà, Genevieve Head-Gordon.

Rédacteurs en chef associés : Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

Rédacteurs-consultants : Izabela Barlińska, Louis Chauvel, Dilek Cindoglu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez, Habibur Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Rédacteurs régionaux :

Monde arabe : Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Bésil : Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Pedro Mancini, Fabio Silva Tsunoda, Dmitri Cerboncini Fernandes, Andreza Galli, Renata Barreto Pretulan.

Inde : Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Uday Singh.

Japon : Kazuhisa Nishihara, Mari Shiba, Yoshiya Shiotani, Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Nanako Hayami, Yutaka Iwadata, Kazuhiro Ikeda, Yu Fukuda.

Espagne : Gisela Redondo.

Taiwan : Jing-Mao Ho.

Iran : Reyhaneh Javadi, Saghar Bozorgi, Mitra Daneshvar, Shahradsah Shavand.

> Des utopies réelles en faveur d'une sociologie globale

Erik Olin Wright, Université du Wisconsin, Madison

Erik Wright, qui a été élu Président de l'Association Américaine de Sociologie, a choisi comme thème pour sa présidence « Envisager des utopies réelles », qui est également le titre de son dernier ouvrage. Je lui ai demandé d'expliquer en moins de 1500 mots ce qu'il entendait par « utopies réelles » et l'intérêt de ce concept pour la sociologie globale. Pensez-vous qu'il a réussi ?

| Budget participatif à Porto Alegre.



L'idée d'« utopie réelle » est ancrée dans ce qu'on pourrait considérer comme l'affirmation fondamentale de toute forme de sociologie critique : nous vivons dans un monde dans lequel de nombreuses formes de souffrance et de manque d'épanouissement de l'être humain sont le résultat de la manière dont nos structures sociales et nos institutions sont organisées. La pauvreté au milieu de l'opulence n'est pas une loi immuable de la nature ; elle est le résultat de la manière dont l'actuelle organisation sociale du pouvoir et des inégalités affecte massivement les possibilités d'épanouissement des êtres humains. Cette affirmation fondamentale suggère trois tâches centrales pour une sociologie critique : premièrement, le diagnostic des causes sociales de ces maux ; deuxièmement, l'élaboration d'institutions et de structures alternatives ; et troisièmement, le développement d'une théorie de la transformation qui nous dise comment opérer ces changements. L'étude des utopies réelles constitue l'un des moyens d'aborder la deuxième de ces tâches.

>>

Dans l'expression « utopie réelle », *utopie* veut dire penser à des alternatives aux institutions dominantes qui puissent incarner nos aspirations les plus profondes à un monde juste et humain. Il s'agit fondamentalement d'une question morale : réfléchir aux principes moraux qui devraient servir à évaluer les institutions et étudier comment des dispositions institutionnelles alternatives pourraient mieux mettre ces valeurs en pratique. Le terme de *réelle* dans « utopie réelle » nous amène également à explorer des alternatives aux institutions dominantes, mais en nous attachant plus particulièrement aux problèmes liés aux conséquences imprévues et aux dynamiques auto-destructrices. Nous avons besoin de modèles clairement conçus et rigoureux d'alternatives *viables* aux institutions sociales existantes, qui à la fois incarnent nos aspirations les plus profondes à l'épanouissement de l'être humain et prennent sérieusement en considération le problème de la conception pratique d'institutions réalisables – et donc ce que suppose la mise en pratique de ces aspirations dans le monde réel.

Explorer des utopies réelles implique de développer une sociologie du *possible*, et non seulement de ce *qui est*. Mais comment le faire sans tomber dans de vaines spéculations de salon ? L'une des stratégies les plus fructueuses consiste à identifier des contextes sociaux existants qui enfreignent la logique fondamentale des institutions dominantes, de manière à incarner des aspirations émancipatrices et à préfigurer des alternatives utopiques plus générales. Il s'agit de voir comment ces cas fonctionnent et d'identifier les moyens par lesquels ils favorisent l'épanouissement humain ; d'en analyser les limitations, les dilemmes et les conséquences imprévues ; et de comprendre comment en développer le potentiel et en étendre la portée. Dans ce type de recherche, la tentation est de se porter en défenseur inconditionnel des vertus de ces expériences prometteuses ;

à l'inverse, le danger est d'être cynique, en voyant les défauts comme la seule réalité, et le potentiel comme une illusion.

L'étude de cas empiriques encourageants ne représente cependant qu'une partie du programme des utopies réelles. S'intéresser exclusivement à des cas empiriques tend à restreindre la conception d'alternatives à des types particuliers d'institutions, souvent plutôt à un micro-niveau d'organisation sociale. Il nous faut aussi comprendre qu'« un autre monde est possible » au macro-niveau du fonctionnement des systèmes sociaux dans leur ensemble. Dans le passé, ce type de débat tournait autour de l'opposition historique entre capitalisme et socialisme. L'examen de ce type d'alternatives à l'échelle du système requiert des analyses théoriques plus abstraites de différents modèles de structures sociales et économiques. Une sociologie pleinement développée en matière d'utopies réelles doit intégrer l'étude empirique concrète d'institutions préfigurant des alternatives émancipatrices avec des débats théoriques abstraits sur les principes qui sous-tendent les systèmes alternatifs.

Dans ce court exposé, l'espace manque pour présenter un programme complet. Ce que nous pouvons faire, c'est donner une consistance à l'idée des utopies réelles en examinant à titre d'exemples deux cas empiriques. Chacun de ces cas incarne, quoique de manière encore partielle et incomplète, la perspective utopiste d'alternatives égalitaires radicales et démocratiques aux institutions existantes. Le premier cas provient d'un pays du Sud Global, et le second du Nord Global.

> Budget participatif des villes

Pour la plupart des gens, l'idée d'une « démocratie directe » dans laquelle les citoyens puissent participer personnellement à la prise de décision démocratique dans le cadre

d'une assemblée politique semble complètement impraticable dans une société moderne complexe. Le développement de ce qui est désormais connu sous le nom de « budget participatif » constitue une nette mise en question de ces idées reçues par une utopie réelle. Voici l'histoire dans ses grandes lignes : le budget participatif a été introduit presque par accident dans la ville de Porto Alegre, au Brésil, en 1989. Porto Alegre est une ville d'environ un million et demi d'habitants, à la pointe sud-est du pays. Fin 1988, après de longues années de dictature militaire puis une période de transition démocratique, un parti de gauche remporta les élections municipales de la ville, sans pour autant avoir le contrôle du conseil municipal, et se vit par conséquent confronté à la perspective d'un mandat de quatre ans sans la possibilité de faire grand-chose pour promouvoir son programme politique progressiste.

Face à cette situation, les militants au sein du parti posèrent la question classique : que faire ? Leur réponse a consisté en une innovation institutionnelle remarquable : le budget participatif, un système original d'élaboration du budget fondé sur la participation directe des citoyens ordinaires. Au lieu d'un budget imposé du haut vers le bas, la ville de Porto Alegre est divisée en secteurs, chacun étant doté d'une assemblée appelée à délibérer sur le budget sur un mode participatif. Il existe en outre un certain nombre d'assemblées de ce type à l'échelle de la ville, consacrées à différents thèmes concernant la municipalité dans son ensemble – festivals culturels, par exemple, ou transports publics. La mission de chacune de ces assemblées est de formuler des propositions budgétaires concrètes, en particulier en ce qui concerne les différents projets d'infrastructures. Tout résident de la ville peut participer à ces assemblées et voter sur les propositions faites. Après ratification de ces budgets sectoriaux et thématiques, les assemblées choisissent des délégués pour participer

pendant plusieurs mois à un Conseil chargé du budget de la ville, jusqu'à ce qu'un budget cohérent et consolidé soit adopté.

À Porto Alegre, le budget participatif fonctionne depuis le début des années 90. Certaines années, le processus d'élaboration du budget est particulièrement dynamique, avec des milliers de résidents activement impliqués dans les délibérations budgétaires de la ville ; d'autres années, en particulier quand le volet de dépenses disponibles est limité, la participation baisse. De l'avis général, le budget participatif a contribué à revigorer l'implication des citoyens dans les affaires de la ville et à réaffecter les dépenses publiques de la ville aux besoins des pauvres et des défavorisés plutôt qu'à ceux des élites. Globalement, le budget participatif a donc ouvert un espace pour l'élargissement et l'approfondissement de la démocratie, par delà les limites de ce qu'on avait cru jusque là possible.

Depuis l'invention du budget participatif à Porto Alegre, plus de 1000 villes du monde entier ont, d'une manière ou d'une autre, testé cette initiative. Il s'agit d'un cas dans lequel une innovation en matière d'utopie réelle provenant d'un pays du Sud Global a migré vers les régions développées du monde.

> Wikipédia

Imaginez un moment qu'en 2000, avant l'apparition de Wikipédia, quelqu'un ait proposé de produire, en l'espace de dix ans, une encyclopédie avec environ 3 millions et demie d'entrées en anglais, d'une qualité suffisante pour devenir la première source vers laquelle des

millions de personnes se tourneraient pour obtenir des informations de base sur une très grande variété de sujets. Et maintenant supposons que cette personne ait proposé le cadre institutionnel suivant pour produire et diffuser l'encyclopédie : (1) les entrées seraient rédigées et corrigées par des centaines de milliers de personnes dans le monde, et ce, sans rémunération ; (2) quiconque pourrait être un rédacteur et corriger n'importe laquelle des entrées de l'encyclopédie ; (3) l'encyclopédie serait accessible à tous dans le monde, gratuitement. Impossible ! Imaginer des centaines de milliers de personnes qui collaborent pour produire une encyclopédie de bonne qualité, sans rémunération, puis la diffusent gratuitement, va complètement à l'encontre de la théorie économique qui veut que, pour être efficace, une telle collaboration nécessite des mesures d'incitation financières et une certaine hiérarchie. Wikipédia est un mode de production et de partage du savoir profondément égalitaire et anti-capitaliste. Il est fondé sur le principe communiste « à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités ». Il est organisé autour des principes fondamentaux de réciprocités horizontales plutôt que sur un contrôle de type hiérarchique. Et, en moins d'une décennie, il a détruit les bases du marché commercial des encyclopédies qui existait depuis le XVIII^e siècle.

Wikipédia est l'exemple qui nous est le plus familier d'une nouvelle forme de production non capitaliste et non marchande qui a fait son apparition à l'ère numérique : une production de pair-à-pair (*peer-to-peer*), en collaboration, et non commerciale. Ces nouvelles for-

mes de production sont à leur tour étroitement liées à d'autres dimensions des utopies réelles relatives à l'économie de l'information, telles que les licences *creative commons*, les licences *copyleft*, et les logiciels libres (*open-source*). Bien sûr, il reste à voir dans quelle mesure ces nouvelles formes vont remettre en cause les formes capitalistes conventionnelles des droits de propriété intellectuelle, ou si elles ne feront qu'augmenter la diversité des formes économiques existantes au sein d'un système dominant d'économie capitaliste.

« Explorer des utopies réelles implique de développer une sociologie du possible, et non seulement de ce qui est. »

Ces deux exemples illustrent l'idée qu'il y a dans les institutions actuelles des alternatives sociales qui vont à l'encontre des modes dominants d'organisation du pouvoir et des inégalités. Ces exemples – et bien d'autres – ouvrent de nouveaux espaces pour des formes plus égalitaires et démocratiques d'interaction sociale. Ils reflètent des aspirations utopistes à transformer les conditions d'existence pour parvenir à l'épanouissement de l'être humain, mais aussi chercher des moyens d'incarner ces aspirations au sein d'institutions réelles. Le programme des utopies réelles consiste précisément à comprendre ce qu'il est possible de réaliser. ■

> Le développement comme voie vers la justice : une utopie réelle en provenance d'Inde

Kalpana Kannabiran, Conseil pour le Développement Social, Hyderabad, Comité du Programme de l'ISA



Des Adivasis manifestent devant la résidence du gouverneur contre leur déplacement dans le Jharkhand.

En Inde, le discours très intense sur le développement est paradoxalement aussi divers à l'intérieur du pays que la magnifique biodiversité de nos forêts, collines et zones boisées, bien que loin d'être aussi stimulant que ne pourrait l'être cette biodiversité si elle était mieux conservée. Plutôt que de me frayer un chemin à travers ce discours, je tâcherai de dégager certaines connexions qui ressortent de mon travail avec les communautés adivasi et nos engagements collectifs en faveur de la Constitution et de la loi.

Pour commencer, il y a plusieurs moyens d'aborder le « développement ». Sont le plus souvent associés à ce terme ceux de « déplacements », « grands barrages », « dégradation de l'environnement », « révolution verte », « croissance économique », « exploitation minière », « occupation armée », « appropriation du savoir indigène », « libéralisation du commerce » et « mondialisation ». Il existe, quelque peu étouffé par le poids écrasant de ce « dévelop-

pelement » – dans sa pratique effective mais aussi et surtout dans la résistance qui lui est opposée –, un « autre développement » associé à la durabilité, la permaculture, la protection de l'environnement, l'entretien de systèmes écologiques et de systèmes de savoirs traditionnels. En font partie les luttes modestes mais déterminées qui ont lieu à travers le subcontinent indien pour survivre, faire entendre sa voix et gagner en visibilité – la résistance à POSCO, à Vedanta, Narmanda, Polavaram, et la résistance dans les États de Chhattisgarh et de Manipur, entre autres. Les énumérer occuperait un livre entier.

Si nous utilisons le cadre de cet « autre développement » comme point de départ, il est difficilement contestable que le pluralisme et la diversité (de toutes les formes de vie) doivent en être les fondements. Un examen attentif des luttes pour la survie et la dignité menées par les communautés et ceux qui pratiquent l'« autre développement » (excusez la maladresse de cette formule, mais elle exprime une façon assez systématique d'être autre et distancié de la norme) souligne que la difficulté à atteindre la justice dans la pratique est au cœur du problème. Tan-

>>

dis qu'il est important de considérer que le développement et la liberté sont liés, et de consigner soigneusement tous les moyens d'atteindre le développement par la mise en œuvre des capacités (cf. les nombreux écrits sur ce sujet, en particulier ceux de Martha Nussbaum et de Amartya Sen), il est également nécessaire de réexaminer dans leur contexte historique et social quelles sont les barrières qui empêchent d'atteindre cette liberté et de mettre en œuvre ces capacités ; il est impératif de comprendre les moyens par lesquels notre ordre social génère et accentue le sous-développement et l'absence de libertés (ce qui rappelle un débat bien plus ancien).

Parmi les communautés adivasi, il y a plus de 500 tribus répertoriées reconnues au titre de l'article 342 de la Constitution indienne, qui sont réparties dans tout le pays à l'exception des États du Punjab et de l'Haryana et des territoires de Delhi, de Pondicherry et de Chandigarh. Le centre et le nord-est de l'Inde ont les plus grandes concentrations de communautés adivasi, la proportion atteignant plus de 50% dans les États du Nord-Est, et dans les territoires de Lakshadweep, Dadra et Nagar Haveli. Environ 75% de cette population sont décrits dans les discours officiels comme appartenant à des groupes tribaux primitifs [PTGs], une qualification qui est manifestement liée à l'habitat, à l'économie et à la taille des populations – mais constitue aussi un descripteur stigmatisant.

La non-discrimination et la liberté ont une résonance particulière chez les adivasi. Les tribus nomades et semi-nomades, de même que les éleveurs et les tribus qui pratiquent la chasse, la cueillette et la culture itinérante, ont besoin d'une garantie de liberté de mouvement avec le droit à une territorialité mouvante. Les tribus vivant dans des aires reconnues au titre des Annexes V et VI de la Constitution indienne demandent le droit de demeurer dans ces aires sans craindre d'être expulsés, et avec la garantie d'avoir la liberté de refuser d'être déplacés. Les personnes appartenant aux tribus énumérées dans le Programme mais qui vivent sur des aires non programmées n'ont aucune garantie de rester sur leurs terres d'origine, même si elles y sont depuis des générations.

Dans tous ces cas, le droit à la liberté est exprimé en fonction des définitions de territorialité – terres d'origine qui pourraient être mouvantes ou fixes, mais qui confèrent une identité particulière à sa population, permettant des pratiques particulières de subsistance. Les relations avec la terre ont été au cœur de l'engagement des adivasi en faveur de la loi et de la Constitution – tant pour les communautés paysannes que non-paysannes – de telle sorte que les principales victoires ont été gagnées en portant les luttes devant les tribunaux.

Comme la majorité des communautés adivasi sont des habitants des forêts, la question de la terre d'origine n'est pas limitée à la terre mais concerne leur présence sur toute la zone forestière. Par conséquent, les préoccupations de ces communautés ne sont pas limitées seulement à la subsistance et à la résidence, mais touchent à d'autres problèmes comme l'écologie, l'environnement, la conservation, la régénération et les systèmes de connaissance,

qui font tous partie de l'économie politique de la forêt. En raison de leur lien étroit avec la vie de la forêt, elles constituent des intermédiaires naturels pour les autorités et groupes de protection de la faune et de conservation de la forêt.

Leur présence dans les zones forestières donne lieu à des luttes autour de la gouvernance, de l'autonomie et de l'auto-détermination, ainsi qu'au sujet des droits sur la forêt – luttes qui représentent une menace pour la conception de la souveraineté défendue par un État au développement néo-libéral. Mais c'est la défense même de l'autonomie – exprimée dans le slogan adivasi « *maava naate maava raaj* » [notre terre, notre règle] mais aussi dans les Annexes V et VI à la Constitution indienne – qui protège spécifiquement les terres d'origine des adivasi et fournissent le langage, les outils et les stratégies pour s'opposer à la souveraineté impitoyable, hégémonique et violente qui essaye de limiter la portée de la Constitution.

Les adivasi se retrouvent également de plus en plus confrontés à un lobby puissant à la Cour Suprême, qui est située pour eux à une distance physique et sociale insurmontable. Ils ont néanmoins affirmé leurs droits avec une ténacité qui a été le principal héritage transmis à travers les générations – alors que l'imaginaire populaire a tendance à les stigmatiser comme « simplets » et « manquant d'ingéniosité ».

La *Loi de 1996 sur les Panchayats d'Extension aux Zones Répertoriées* (ci-après PESA) et la *Loi de 2006 sur la Reconnaissance des Droits Forestiers des Tribus Répertoriées et Autres Habitants Traditionnels des Forêts* (FRA) ont pour objectif de réglementer la gouvernance et l'autonomie politique. À ce titre, elles sont devenues le point de mire d'intenses luttes et délibérations pour les réseaux d'adivasi à travers le pays. Il est significatif que les débats autour de ces lois représentent un exercice de constitutionnalisme populaire et même inducteur de changements.

Pour que les adivasi puissent profiter du droit à la non-discrimination reconnu par la Constitution indienne, et affirmé par écrit dès 1950, l'année où la Constitution est entrée en vigueur, cette liberté doit se traduire par l'absence de colonialisme interne. Il est donc justifié de situer la PESA et la FRA dans le cadre de la moralité constitutionnelle. Pour Ambedkar, le grand défenseur des droits constitutionnels du peuple, la progression pacifique d'une Constitution démocratique exige une « forme d'administration [...] appropriée et allant dans le même sens que la forme de la Constitution. »

Nous pouvons maintenant reposer la question : sur le strict plan de la justice, comment la discrimination entraîne-t-elle l'exclusion du développement ? C'est ce contexte composite de discrimination et d'une multiplicité d'oppressions croisées qui nécessite d'être pris en compte pour élaborer une idée du développement. Étant donné les manifestations spécifiques et croissantes de discrimination et sa tendance à s'auto-perpétuer, l'idée de développement ne doit pas rester – comme cela a été en grande partie le cas dans le passé – un projet anti-constitutionnel, mais

>>

entrer dans le champ du constitutionnalisme et utiliser tous les instruments à sa disposition. Bien que le champ de la justice puisse être exploité de maintes façons, il est productif d'utiliser le constitutionnalisme pour promouvoir la relation étroite entre développement et justice. Quels sont les aspects du constitutionnalisme qui sont indispensables pour promouvoir cette idée du développement comme voie vers la justice ? Si nous partons du principe que le pluralisme et la diversité sans préjugés constituent *idéalement* le catalyseur nécessaire pour une société dynamique et juste, et qu'ils sont par conséquent essentiels à l'idée du développement, comment la Constitution peut-elle répondre à cet impératif ?

L'approche constitutionnelle présente le développement comme une tentative encadrée dans laquelle la justice et la liberté sont spatialement et socialement délimitées et

« ... il est productif d'utiliser le constitutionnalisme pour promouvoir la relation étroite entre développement et justice. »

maintenues ensemble par l'État démocratique – responsable de la protection contre les préjudices, de la distribution des biens et de la réalisation des capacités, bref un dépositaire essentiel de la moralité constitutionnelle. Il n'y a de responsabilités facilement ou volontairement supportées par aucun gouvernement, mais il y a indéniablement une responsabilité de l'État qui peut discipliner les gouvernements, en particulier quand ils sont soumis à des pressions de mouvements pour les libertés civiles et les droits des adivasi. ■

> Billet sur l'ISA : Associations Nationales et Comités de Recherche

Jennifer Platt, Vice-Présidente des Publications de l'ISA

Les Associations Nationales sont des membres collectifs de l'ISA ; de leur côté, les Comités de Recherche jouent aussi un rôle essentiel dans la structure interne de l'Association, mais les fonctions des unes et des autres ont considérablement évolué au fil des années. Lorsque l'ISA est fondée en 1949, sous l'égide de l'UNESCO, c'est le modèle de représentation nationale des Nations Unies qui est adopté. Il existait alors peu d'associations nationales de sociologie. Les différents pays étant encouragés à en créer, la situation changea rapidement, et en 1959, 35 associations avaient adhéré à l'ISA. Le Conseil d'administration de l'ISA était constitué de représentants des pays membres, qui élisaient en leur sein les membres du Comité Exécutif (CE). Celui-ci mit en place un comité de recherche (CR), qui décida de commencer à travailler sur des questions de stratification et de mobilité sociales. Cependant, vers la fin des années 50, celui-ci avait étendu la recherche à d'autres domaines, tels que la famille, par l'intermédiaire de ce qui constituait théoriquement ses sous-comités. Ceux-ci restaient néanmoins de petits groupes de travail, recrutés sur invitation, et chacun d'eux ne comptait pas plus de deux membres originaires du même pays.

Avec le temps, les CR se sont révélés plus internationalistes, ce qui leur valut de jouer un rôle plus important. En 1970, des changements statutaires importants ont à la fois élargi l'accès aux CR et introduit l'affiliation individuelle, tandis que les membres du CE n'étaient plus seulement élus parmi les membres du Conseil d'administration. C'est alors que le Conseil de Recherche a été créé et qu'il a élu quatre membres

du CE qui sont venus se joindre aux 11 représentants nationaux. Les CR plus ouverts gagnèrent de nombreux membres, mais certains de leurs membres ne faisant plus de recherche dans leur domaine, leur participation aux travaux de recherche des CR devint plus difficile. Les CR ont progressivement assumé un rôle plus important dans la gouvernance de l'ISA, et en 1994, la structure actuelle a été mise en place, dans laquelle les CR et les Associations Nationales se réunissent en Conseil et représentent chacun la moitié des votes des membres de base du CE.

Les CR élisaient le Vice-Président à la Recherche, mais certains représentants nationaux étaient mécontents de leur rôle jugé trop limité. En 2002 il fut décidé d'avoir un Vice-Président pour les Associations Nationales, et Sujata Patel fut la première élue à ce poste. Cela a permis de revitaliser les Associations Nationales. Les deux Vice-Présidents ont développé un modèle d'organisation prévoyant une conférence parallèlement à la réunion ordinaire de leur Conseil respectif, prévue entre chaque Congrès international de l'ISA. Ceci permet à la fois une participation plus large et plus efficace aux activités de l'ISA, et d'associer la structure de gouvernance avec les différentes formes de vie intellectuelle. Les publications collectives qui sont apparues ces dernières années manifestent le regain d'activité intellectuelle de cette structure bipartite.

> Faire face à l'injustice dans l'accès à l'eau

José Esteban Castro, Université de Newcastle (Royaume-Uni),
Comité du Programme de l'ISA



Dans les années 80, le programme « Décennie de l'Eau » des Nations Unies s'était fixé comme objectif d'assurer 40 litres d'eau potable à tous les habitants de la planète d'ici à 1990¹. Inutile de préciser que cet objectif n'a pas été atteint, loin s'en faut, puisqu'en 1990 environ 17% de la population mondiale n'avait même

pas accès à un litre d'eau salubre par jour, et 40% n'avait pas accès aux services d'assainissement de base. Puis l'ONU adopta les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), en l'an 2000. Ces objectifs, comparés à ceux de la Décennie de l'Eau, apparaissent moins généreux, et même en recul, ce qui est sans doute dû à l'influence du conservatis-

Manifestation contre la privatisation de l'eau au Forum Social Mondial de 2003.



me du marché libre qui s'est imposé dans les années 90.

Les OMD concernant l'approvisionnement en eau et l'assainissement visent à réduire de moitié la proportion d'êtres humains dans le monde qui sont privés d'un accès à ces services d'ici à 2015. Bien que certains experts assurent que ces nouveaux objectifs sont plus « réalistes » que ceux élaborés dans les années 80, cela revient dans la pratique à accepter que dans les années à venir des millions d'êtres humains continueront à souffrir et à mourir de maladies qui pourraient être évitées. De fait, des comptes rendus officiels provenant de différents organes des Nations Unies chargés de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des OMD, montrent que dans certaines des régions les plus pauvres du monde la situation va empirer, et que si, la plupart des pays atteindront l'objectif relatif à l'eau propre, beaucoup ne parviendront pas à atteindre l'objectif en matière d'assainissement. Pire encore, le fait d'atteindre les OMD en matière d'accès à l'eau et d'assainissement risque fort d'aggraver la situation environnementale, dans la mesure où une quantité plus importante d'eau devra être extraite pour satisfaire les besoins des populations qui n'y avaient pas accès, ce qui entraînera une augmentation significative du rejet d'eaux usées. Si l'on tient compte du fait que dans les pays du Sud Global, seuls 5% des eaux usées sont traitées, d'une manière ou d'une autre, avant d'être rejetées dans la nature, notamment à cause des énormes coûts que cela implique, il est clair que la réalisation des OMD non seulement nécessite des efforts économiques, financiers et logistiques substantiels mais a aussi des implications éthiques et politiques à long terme qui sont particulièrement délicates.

> Les luttes sociales et la marchandisation du bien public

À ce sujet, on peut illustrer la situation internationale par le fait que

l'initiative des Nations Unies visant à déclarer l'accès journalier à quelques litres d'eau propre comme faisant partie des « droits de l'homme », a rencontré une forte opposition de la part de nombreux pays, particulièrement parmi les pays riches du Nord. Bien qu'en 2010, l'ONU ait finalement réussi à faire voter à la majorité que l'accès à l'eau fait partie des droits de l'homme, la plupart des pays qui s'étaient opposés à cette initiative se sont abstenus lors du vote. Ceci n'est pas sans lien avec le fait que depuis les années 80, les politiques publiques dominantes qui ont été promues à l'échelle mondiale pour « résoudre » la crise de l'eau et la crise de l'assainissement étaient axées sur la privatisation et la marchandisation de l'eau et des services liés à l'eau, ce qui impliquait l'abandon de l'idée selon laquelle l'accès aux services de base est un bien social ou public. Bien que des politiques ouvertes de privatisation de l'eau aient été mises en déroute dans de nombreux pays, le processus de marchandisation œuvre sans relâche, que les prestataires de ces services proviennent du secteur public, du secteur privé ou de la « société civile ». Les entreprises publiques sont souvent tenues de se comporter comme des entreprises privées, faisant passer l'efficacité économique (souvent assimilée au « profit ») avant l'efficacité sociale (c.-à-d. celle consistant à fournir un service universel à tous, indépendamment de leur capacité à payer). Beaucoup d'opérateurs publics doivent également entrer dans des « partenariats » public-privé – souvent une privatisation *de facto* qui ne dit pas son nom – afin d'obtenir des fonds. Ces problèmes, et bien d'autres, y compris les pratiques qui se perpétuent de corruption, d'inefficacité et d'impunité qui caractérisent dans beaucoup de cas le fonctionnement des services publics – et pas seulement dans les pays pauvres –, continuent à être à l'origine de la multiplication des confrontations sociales et politiques.

Il est clair que l'accès aux services de base d'approvisionnement en eau et d'assainissement est un aspect fondamental de la vie civilisée qui se trouve encore hors de portée d'une grande partie des êtres humains. Cependant, les problèmes soulevés précédemment ne représentent que la partie émergée de l'iceberg que sont les conditions structurelles d'inégalité et d'injustice qui caractérisent le rapport des hommes avec l'eau, et plus généralement avec l'environnement. Sans pour autant nous éloigner du thème de l'eau, l'espace nous manquerait ne serait-ce que pour fournir une description sommaire du caractère multidimensionnel de ces conditions. Certaines questions, particulièrement importantes, méritent cependant d'être mentionnées dans ce court article. Notamment l'expansion incontrôlée des mines à ciel ouvert, qui depuis les années 90 ont gagné des régions de la planète où l'activité minière était jusque-là assez marginale, comme c'est le cas d'une grande partie de l'Amérique latine. À l'heure actuelle, depuis le Mexique jusqu'à la Patagonie, l'exploitation de mines à ciel ouvert est responsable de la destruction de glaciers et de forêts, de la contamination des eaux et des sols avec du cyanure, du mercure et d'autres substances nocives, et du déplacement – souvent par la force – ou de l'empoisonnement de populations. À l'origine des luttes sociales qui ont lieu dans le monde entier de manière continue – bien que souvent tues ou occultées –, on trouve : la déforestation qui se poursuit sans relâche, avec des conséquences majeures pour les systèmes hydrogéologiques, les communautés humaines et plus généralement et globalement le régime climatique ; la construction de gigantesques infrastructures hydrauliques telles que des barrages, des détournements de cours d'eau et des immenses voies navigables ; et la destruction de fragiles écosystèmes aquatiques tels que les mangroves et les marécages pour

permettre l'extension d'activités commerciales.

> **Faire face aux inégalités et aux injustices liées à l'accès à l'eau**

D'un point de vue sociologique qui met l'accent sur le potentiel de transformation du savoir scientifique, ces processus sont à double face : en tant qu'objets d'étude intellectuels, ils ont de la valeur et de l'intérêt, mais la somme de connaissances auxquelles aboutissent de tels efforts intellectuels a aussi des conséquences résolument pratiques, matérielles, et surtout politiques, que cet état de fait soit reconnu ou non. Il s'agit d'une prémisses fondamentale résultant des efforts de recherche interdisciplinaires et transdisciplinaires que mène actuellement le réseau de recherche WATERLAT (www.waterlat.org) sur les inégalités et les injustices dans l'accès à l'eau en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'approche adoptée par ce réseau de recherche s'articule autour de trois grandes idées de départ :

1) Le caractère capitaliste de l'administration et de la gestion de l'eau. Le fait que la principale dynamique qui, de plus en plus, structure les activités liées à l'administration et à la gestion de l'eau dans le monde, est largement déterminée par le processus d'accumulation du capital. Des réflexions comme celles portant sur la nécessité de s'attaquer aux problèmes liés au développement non durable, aux inégalités et aux injustices, sont soumises à la dynamique dominante du processus d'accumulation.

2) La sociogénèse de l'absence de défense² face au problème de l'eau. Les êtres humains sont exposés à toute une série de dangers et d'aléas liés à la manière dont l'eau est administrée et gérée. Ces dangers et ces aléas ont différentes causes – depuis le manque d'accès à une eau propre

et aux services basiques d'approvisionnement en eau, jusqu'à l'exposition à des phénomènes naturels ou anthropogéniques tels que les inondations, les épisodes de sécheresse ou la pollution. En dépit d'un savoir techno-scientifique et de capacités de prévision et d'intervention de plus en plus sophistiqués, de tels dangers et aléas continuent à figurer parmi les menaces les plus importantes pour la civilisation humaine. WATERLAT met l'accent non seulement sur l'étude de la vulnérabilité et de la fragilité humaines mais plus fondamentalement sur la sociogénèse de l'absence de défense qui affecte une large proportion de la population mondiale exposée à ces menaces.

3) Faire face à l'absence de défense à travers une démocratisation substantielle de l'usage, de la gestion et du contrôle de l'eau, mais aussi une démocratisation de la production du savoir et de l'accès au savoir liés à l'eau. WATERLAT adopte une approche transdisciplinaire, en rassemblant des spécialistes et toute une variété d'acteurs sociaux impliqués dans la lutte pour démocratiser ces activités liées à l'eau. Parmi ces acteurs, on compte, entre autres, des décideurs et des exécutants, des dirigeants du secteur de l'eau, des mouvements sociaux, des syndicats, des organisations de défense de l'environnement et des communautés indigènes.

En 2010, WATERLAT a tenu son congrès annuel à São Paulo, au Brésil, avec une conférence internationale de trois jours sur « La tension entre justice sociale et justice environnementale : le cas de la gestion de l'eau ». La conférence a réuni environ 300 participants venus d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Canada, du Chili, de Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, d'Espagne, de Haïti, d'Italie, du Mexique, du Nicaragua, du Pérou, du Royaume-Uni, de Suède, d'Uruguay et du Venezuela. Un livre électronique, comprenant plus de

100 communications présentées lors de la conférence (pour la plupart en espagnol et en portugais), est disponible en ligne (<http://www.waterlat.org/publications.html>), et un DVD avec une synthèse des activités, y compris des enregistrements vidéo de discours liminaires et d'interviews réalisées auprès des participants, est également disponible sur demande (e-mail : waterlat@ncl.ac.uk).

Le prochain congrès du réseau aura lieu à Mexico du 24 au 26 octobre 2011, et sera accueilli par l'un des partenaires du réseau, la Faculté Latino-Américaine des Sciences Sociales (FLASCO Mexico). Le congrès sera consacré à « La lutte contre les inégalités et les injustices liées à l'eau en Amérique latine et dans les Caraïbes » et inclura des conférences, des tables rondes, des ateliers et des séances publiques. Chaque journée sera axée autour d'un thème. La première journée sera centrée sur les différentes « Formes d'inégalité, d'injustice et d'absence de défense liées à l'eau », tandis que la deuxième journée traitera des problèmes d'« inégalité, d'injustice et d'absence de défense sur la question du rapport entre santé publique et eau ». Enfin, la troisième journée sera consacrée au thème suivant : « Faire face aux inégalités, aux injustices et à l'absence de défense liées à l'eau : un défi pluridisciplinaire ». Des informations mises à jour sur le congrès seront disponibles en ligne (<http://www.waterlat.org/AcademicEvents.html>). ■

¹ D'après certaines estimations, la quantité minimum d'eau salubre nécessaire pour satisfaire les besoins fondamentaux serait de 40 litres.

² Tandis que le terme de « vulnérabilité » implique la propension à être blessé ou attaqué, et que « fragilité » désigne la qualité ou l'état de ce qui peut être facilement brisé ou détruit, l'« absence de défense » intègre la dimension sociale du problème : c'est le propre des êtres humains auxquels les moyens de se défendre par eux-mêmes font défaut, c'est-à-dire le propre de ceux qui sont désarmés.

> Jeunes sociologues, jeunes perspectives

Ana Vidu, Université de Barcelone



| Jeunes sociologues de Catalogne.

« **N**otre rôle en sociologie est essentiel... Le fait que 300 d'entre nous, jeunes sociologues, soyons ici aujourd'hui est essentiel pour l'avenir de cette discipline ». C'est par ces mots que la Présidente de l'Association de Jeunes Sociologues [*Joves en Sociologia*], étudiante en master et jeune chercheuse, a ouvert le IV^e Congrès Catalan de Jeunes Sociologues, qui s'est tenu à Barcelone les 29 et 30 avril 2011. Pour la première fois, des étudiants (en licence, master et doctorat) de Madrid, Grenade, Málaga et Valence, sont également venus se joindre à ceux de Catalogne. Quelque 90 communications ont été données sur des sujets tels que les identités, le racisme, le chômage, la démocratie, la sexualité et l'écologie – démontrant à la fois à nos collègues et à nos professeurs notre engagement en faveur de la sociologie. Le Congrès s'est ouvert sur une conférence de Pun

Ngai, de l'Université Polytechnique de Hong-Kong. Celle-ci a décrit comment de jeunes sociologues chinois s'impliquent dans des enquêtes sur l'exploitation du travail et la condamnation. Elle a recueilli l'adhésion de son auditoire lorsqu'elle a invoqué les moyens par lesquels la sociologie peut contribuer à une société plus démocratique. Elle nous a motivés pour construire un réseau de jeunes sociologues à l'échelle mondiale.

Au cours de la table ronde sur l'*Avenir de la sociologie*, nous avons eu un débat sur la manière dont la sociologie pouvait devenir un service public. « Il nous faut cesser d'analyser ce que nous savons déjà, il nous faut cesser de publier sur des sujets qui présentent peu d'intérêt pour le public, et plutôt nous occuper des demandes de la société. » Nous avons également eu des sessions sur la professionnalisation de la sociologie, qui nous ont

permis de partager les connaissances et les expériences issues de la recherche universitaire et appliquée. Nous avons trouvé le temps de parler de notre avenir dans la profession et d'une possible collaboration avec d'autres organisations telles que la Société Catalane de Sociologues et Politologues Professionnels.

À l'occasion de ce Congrès, est en train de s'organiser un réseau de jeunes sociologues œuvrant en faveur du développement d'une sociologie scientifiquement rigoureuse et socialement engagée. L'objectif est de développer un site web pour notre Association de Jeunes Sociologues ainsi que sa présence sur Facebook et Twitter. Enfin, la fête du Congrès a été un autre moment clé pour débattre, lancer des projets, lier des amitiés et aussi danser ! ■

> La sociologie dans la « révolution espagnole »

Teresa Sordé, Université Autonome de Barcelone, et Tatiana Santos, Université de Gérone



Place de Catalogne, à Barcelone – « Cette place a été réclamée par le peuple ».

Le *Washington Post* a donné à notre mouvement qui a commencé le 15 mai le nom de *Spanish Revolution* – un mouvement qui s'est étendu bien au-delà de l'Espagne et est arrivé jusqu'au Japon. Des citoyens se sont approprié l'espace public pour débattre, discuter, réfléchir et finalement s'accorder sur la manière dont ils voudraient réorganiser le logement, les services de santé, l'éducation, et d'autres sphères de la société. Les gens élaborent leurs propositions par le biais d'une forme « dialogique » de démocratie, fondée sur une discussion au sein même de la société civile – une discussion qui a lieu loin des institutions officielles du pouvoir et des organisa-

tions politiques. Parmi les idées les plus largement répandues figure le principe selon lequel « personne ne nous représente ». Le Mouvement du 15 Mai a ainsi développé une forme politique particulière, fondée sur l'auto-organisation collective de la société civile au travers d'assemblées. Les espaces publics sont ainsi ouverts à des gens de cultures, d'âges et de niveaux d'instruction différents, et tous peuvent exprimer à égalité leurs points de vue.

On trouve l'un des ces espaces sur la Plaça Catalunya (Place de Catalogne) de Barcelone, l'une des « agoras » les plus dynamiques de ce mouvement. Au sein du cam-

pement permanent installé sur la Place, l'élément central est constitué par l'Assemblée Générale quotidienne, relayée par des commissions qui discutent sur les besoins et les exigences du mouvement. Toute personne qui vient sur la Place peut se joindre à la commission de son choix. Chaque commission occupe un espace où des modérateurs, qui se relayent 24 heures sur 24, coordonnent les réunions. En cas de désaccord, la question est débattue au cours de la réunion suivante. Si une question fait l'objet d'un désaccord dans une Assemblée Générale, elle est renvoyée vers la commission qui en a été l'initiatrice. Les personnes qui ne

>>



Assemblée générale sur la Place de Catalogne, à Barcelone.

sont pas d'accord sont invitées à se joindre aux réunions pour exprimer leur position. Une équipe spéciale qui travaille par roulements prépare l'ordre du jour des assemblées.

Cette « démocratie réelle » est promue, diffusée et étendue par le biais de réseaux sociaux, lesquels s'appuient largement sur Facebook, Twitter, différents blogs, le Web, et un forum en ligne. La page web du mouvement publie les comptes rendus de toutes les commissions ainsi que, 24 heures à l'avance, tous les thèmes importants qui seront soumis au vote au cours de l'Assemblée Générale. Sur le forum en ligne, il y a des débats qui font écho à ceux qui ont lieu sur la Place. Ce sont les personnes qui prennent elles-mêmes les décisions sur les questions les plus importantes auxquelles le mouvement doit faire face. Ce fut le cas par exemple lorsqu'il fut décidé de poursuivre la mobilisation en dépit de la décision du Tribunal Suprême et du Tribunal Constitutionnel en faveur du démantèlement du campement.

De nombreux sociologues participent au Mouvement du 15 Mai. Nous ne sommes pas là pour apporter aux citoyens l'interprétation « véritable » de ce qu'ils font ou de ce qu'ils devraient faire – une attitude clairement rejetée par le mouvement. Mais nous ne sommes pas non plus simplement là pour participer sans contribuer au dialogue. Les citoyens présents sur la Place attendent de nous que nous apportions notre savoir sociologique dans les débats. Nous sommes là pour développer une approche dialogique de la démocratie, mettant en pratique une sociologie publique qui démontre l'apport de notre science sociale à tous ceux qui sont rassemblés et au-delà.

Certains défenseurs d'un « spontanéisme » anti-sociologique ont dit que personne n'avait anticipé ce mouvement. C'est faux. Nous avons été invités le 12 avril à lancer ce que nous avons appelé une révolution par le bas, avec une démocratie directe et des appels diffusés sur Internet. L'un de nos professeurs de sociologie

a insisté sur la gravité de la situation économique et politique. Il invoqua l'exemple des mouvements en Afrique du Nord pour montrer comment des gens à différents endroits du monde et soumis à des conditions différentes, rêvaient de la même révolution. Il fixa même une date pour le début du soulèvement – quelque part entre le 26 avril et le 31 mai. Depuis ce jour, nous n'avons cessé de nous organiser et de répandre nos idées pour que se déclenche cette révolution.

Les sociologues ont par conséquent agi en accord avec leurs propres prévisions, apportant leur contribution aux délibérations de l'agora, en faisant appel aux savoirs de leur discipline. Mais la « révolution espagnole » n'a pas seulement tiré profit de notre sociologie, elle a aussi contribué à enrichir la sociologie, de sorte que nous sommes mieux à même de comprendre les conditions qui rendent possible une démocratie dialogique. ■

> Travail global – Point de vue d’Afrique du Sud

Edward Webster, Université de Witwatersrand, Afrique du Sud, ancien Président du Comité de Recherche de l’ISA sur les Mouvements ouvriers

L’historien anglais E.H. Carr aurait fait la remarque que ce qu’on voit dépend du côté de la montagne où l’on se trouve. Je me trouve à la pointe sud de l’Afrique, à Johannesburg, la Cité de l’Or. Johannesburg a été construite durant la première phase de la mondialisation – la première grande transformation –, à la fin du XIX^e siècle.

Dans ce bref article, je ferai trois choses : (1) exposer le contexte social nécessaire à la compréhension du travail global, du point de vue du Sud ; (2) traiter de mes propres travaux au sujet de l’impact de la restructuration mondiale sur les travailleurs ; (3) suggérer une autre manière de comprendre comment un contre-mouvement peut s’établir dans les pays du Sud Global.

> Le contexte social

L’idée d’une solidarité entre travailleurs – c’est-à-dire l’idée selon laquelle les plus forts devraient aider les plus faibles – remonte aux débuts du capitalisme industriel. On la retrouve dans le fameux slogan de Marx, « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » !!

En Afrique du Sud, cet appel à l’union des travailleurs prit une forme particulière quand, lors de la grève générale de 1922, des travailleurs blancs se mobilisèrent autour du slogan « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous pour une Afrique du Sud blanche ».

Ces premiers socialistes révolutionnaires, qui importèrent d’Europe l’idée de l’internationalisme ouvrier, ne parvinrent pas à persuader leurs camarades travailleurs blancs – les colonisateurs – que leur destin dépendait de celui des travailleurs noirs – les colonisés. Les travailleurs blancs défendaient leur position au motif qu’ils subissaient la concurrence d’une main-d’œuvre noire meilleur marché.

Cette segmentation de la classe ouvrière reste le défi principal pour établir une solidarité entre les travailleurs – il n’y a pas de condition prolétarienne homogène, que ce soit ici ou ailleurs dans le monde. Tout comme à la fin du XIX^e siècle, aujourd’hui dans de nombreuses régions du monde, un mauvais travail vaut mieux que pas de travail du tout !!

Mais – et c’est quelque chose qu’il faut dire – les travailleurs noirs allaient, au fil du temps, obtenir le droit de s’organiser et de se syndiquer. Face à des employeurs intransigeants et un État d’apartheid hostile et brutal, leur

lutte pour faire reconnaître leurs syndicats fut longue et douloureuse.

La solidarité internationale a constitué l’un des facteurs importants de leur victoire. Ainsi, la campagne pour boycotter l’Afrique du Sud et lui imposer des sanctions financières a été décisive pour persuader le gouvernement d’apartheid de négocier avec l’ANC (Congrès National Africain), alors dirigé par Nelson Mandela. La solidarité manifestée par les dockers à San Francisco lorsqu’ils refusèrent de décharger des navires sud-africains n’est qu’un exemple parmi tant d’autres de solidarité internationale.

La victoire de l’ANC en 1994 était fragile dans la mesure où elle avait été obtenue dans un monde où le pouvoir était résolument passé dans les mains du capital. L’Afrique du Sud expérimentait alors une double transition. D’une part, il y avait une transition vers la démocratie, où un mouvement ouvrier militant avait obtenu des droits importants ; d’autre part, le pays avait fait son entrée dans l’économie mondiale, où la concurrence internationale forçait les employeurs à réduire les coûts et à produire à prix chinois.

> L’impact de la restructuration mondiale

Pour les travailleurs, le processus de restructuration mondiale qui a commencé avec la victoire de la démocratie, a reconfiguré le marché du travail en créant une main-d’œuvre de plus en plus précaire. C’est ce que nous examinons dans notre ouvrage *Grounding Globalization*. Nous avons concentré notre attention sur la production d’appareils ménagers (réfrigérateurs, machines à laver) pour montrer comment la concurrence internationale est en train de créer une plus grande précarité parmi les travailleurs des trois usines, basées dans trois pays différents, sur lesquelles portait notre étude.

- Chez les travailleurs d’Electrolux en Australie, c’est la résignation qui prime face aux réductions d’effectifs amorties par l’État providence.
- En Corée du Sud, les travailleurs de LG ont répondu à la concurrence accrue en travaillant plus dur.
- En Afrique du Sud, les travailleurs se sont repliés sur la sphère familiale pour se livrer dans le secteur informel à différentes stratégies de survie.

Pour élaborer notre étude, nous sommes partis de la notion de Polanyi de double mouvement, en suggérant qu’on pourrait décrire cette époque de mondialisation néolibérale comme la deuxième « grande transformation ». Nous avons certes découvert de modestes expériences et initiatives

>>

pour protéger la société contre le marché non réglementé, mais, en règle générale, les réponses apportées à la restructuration mondiale étaient localisées. La seule tentative pour contester la restructuration mondiale a été une initiative des travailleurs d'Electrolux à Orange, en Australie, pour internationaliser leur lutte. Grâce à Internet, ils ont pu établir des contacts avec des travailleurs d'Electrolux à Greenville, une petite ville du Michigan, aux États-Unis, et le siège d'Electrolux en Suède. Mais cette tentative pour établir une solidarité entre travailleurs au niveau de la production a échoué. Les dirigeants du syndicat suédois étaient trop proches de la direction pour ne pas voir les avantages que comportaient pour l'entreprise une relocalisation en Chine. Mais des « échecs réussis » peuvent servir de base pour la prochaine étape de la lutte. On se souvient du boycott du bus de Montgomery mais, comme Aldon Morris l'a rappelé, ce boycott avait été précédé de plusieurs autres qui s'étaient soldés par un échec et dont on se souvient peu.

> Les implications de la solidarité transnationale

Il est utile, lorsqu'on réfléchit sur la solidarité transnationale, de faire la distinction entre trois types de solidarité.

J'appellerai le premier type, le type *humanitaire*. Il s'agit d'actions de solidarité pour défendre les victimes de violations des droits de l'homme, comme la défense des victimes du racisme, ou la lutte contre le travail des enfants, ou la lutte d'un groupe de travailleurs pour la reconnaissance d'un syndicat ; ces actions sont en grande partie mues par des revendications d'ordre moral – elles peuvent être relativement puissantes, comme l'a prouvé le succès du mouvement anti-apartheid. Ce type de solidarité peut prendre la forme d'un boycott des consommateurs, ou de campagnes comme celle organisée contre Rio Tinto pour défendre les droits fondamentaux des travailleurs. À l'ère de l'Internet, ces campagnes sont relativement faciles et peu coûteuses à organiser.

J'appellerai le deuxième type de solidarité transnationale, *l'approche de la production*. Dans ce cas, les actions de solidarité interviennent entre travailleurs d'usine à usine. Comme on peut le voir à travers le cas australien, ces actions sont les plus difficiles à organiser, l'internationalisation de la production ayant créé une logique de compétition entre les différents pays. Si les travailleurs de General Motors se mettent en grève, d'autres fabricants de voitures enregistreront de meilleures ventes. Mais malgré ces obstacles, on observe une coordination de plus en plus grande de la solidarité transnationale au niveau de la production. Venus du monde entier, des travailleurs de Volkswagen se réunissent chaque année pour coordonner leurs revendications dans les usines Volkswagen d'Allemagne, du Brésil, d'Inde et d'Afrique du Sud. Les marins quant à eux ont été les premiers à entreprendre des négociations collectives à l'échelle

mondiale. Des inspecteurs issus de la fédération internationale des travailleurs du transport sont chargés de contrôler les bateaux quand ils arrivent à quai. De cette manière, ils peuvent, pour la première fois dans l'histoire, convenir d'un salaire minimum applicable dans un secteur à l'échelle mondiale, et l'imposer à tous les marins dans le monde.

Ces nouvelles formes d'organisation transnationale remettent en question les formes traditionnelles de syndicalisme basées sur la nation, qui prévalaient au XX^e siècle. Suivant un ancien modèle de solidarité internationale, les liens étaient habituellement canalisés par des départements internationaux spécialisés et avaient plutôt tendance à se produire entre dirigeants des fédérations syndicales. La communication directe et instantanée, rendue possible par le courrier électronique et Skype, a changé tout cela. Ces nouvelles formes d'action transnationale sont décentralisées et peuvent tout aussi bien aller du bas vers le haut que du haut vers le bas.

J'appellerai le troisième type de solidarité, *l'approche régulatoire*. Cette approche ne prétend pas rassembler les travailleurs au niveau de la production mais essaie plutôt d'établir un ensemble commun de règles de droit « mou » (*soft law*) – des normes et droits au niveau international ; l'objectif est de réguler le marché plutôt que de remplacer le marché – de faire en sorte, comme l'a dit Peter Evans, que le marché soit au service de la société plutôt que d'en être le maître.

L'une des idées novatrices mise en œuvre dans les pays du Sud Global est celle d'une protection sociale minimale pour tous – le droit à une retraite, l'accès aux soins médicaux, une allocation familiale et un revenu minimum de base, que ce soit par le biais d'un travail garanti ou d'une subvention directe. Il s'agit d'innovations actuelles dans les politiques sociales de pays comme le Brésil, l'Inde ou l'Afrique du Sud.

Ces nouvelles politiques constituent l'embryon d'un contre-mouvement, mais il s'agit d'un contre-mouvement qui vient d'en haut : en Inde, l'État intervient par l'intermédiaire du programme NREGA pour garantir à chaque foyer rural un minimum de 100 jours de travail par an. Il leur donne le droit de travailler, à condition d'avoir une carte de travail. Certains ne manqueront pas de rejeter cette initiative comme étant du simple réformisme et une stratégie de cooptation, mais ce serait passer à côté de ce qui importe ici : ce pourrait bien être les premiers pas sur la voie d'un système de protection sociale qui s'étendrait progressivement.

Le fait est que la mondialisation n'est pas seulement une contrainte – c'est aussi une occasion de s'organiser par-delà les frontières nationales ; la mondialisation a accéléré la circulation d'un discours sur les droits, entraînant

des mouvements qui partent de la base, comme on a pu l'observer ces derniers mois en Afrique du Nord.

Cependant, les organisations les plus innovantes qui ont émergé sont des réseaux transnationaux tels que StreetNet International. StreetNet International, basé à Durban, regroupe des vendeurs de rue du monde entier pour faire pression sur les municipalités afin qu'elles leur reconnaissent le droit de vendre leurs marchandises dans les espaces publics.

Il ne s'agit pas de choisir entre devenir « global » ou rester « local », mais plutôt de naviguer entre le local et le global. Cette combinaison du local et du global a conduit à l'émergence de ce que Sidney Tarrow appelle les *rooted cosmopolitans*, les « cosmopolites enracinés ».

En reliant la production à l'échelle internationale aux chaînes de valeur mondiales, les entreprises sont devenues

vulnérables face à de nouvelles sources de pouvoir. Un retard dans la livraison à une chaîne de montage basée en Australie d'une pièce de moteur fabriquée en Corée peut obliger les employeurs, à la fois en Australie et en Corée, à s'asseoir à la table des négociations. On n'est pas loin du scénario auquel Henry Ford s'est trouvé confronté à Détroit dans les années 30. De nouvelles sources et formes de pouvoir ont émergé à l'ère de la mondialisation.

S'il est encore trop tôt pour désigner ces formes d'action comme une mondialisation contre-hégémonique, elles ont cependant bouleversé l'orientation de nos recherches, et nous ont mis au défi de repenser la relation entre, d'une part, le capital global et les Institutions Financières Internationales, et d'autre part, la main-d'œuvre globale et les mouvements sociaux. Cette nouvelle ligne de recherche va nécessiter une analyse à plusieurs niveaux si elle veut contribuer à la construction d'un contre-mouvement mondial. ■

> Hommage à Robert K. Merton

Nadia Asheulova, Centre d'Études des Sciences et de la Sociologie des Sciences, branche de Saint-Petersbourg de l'Académie Russe des Sciences, membre du Conseil d'Administration du CR23 ; et Jaime Jiménez, Université Autonome de Mexico, Comité Exécutif de l'ISA

Le centième anniversaire de la naissance de Robert Merton, l'une des figures les plus importantes de la sociologie du XX^e siècle, a été célébré en juillet 2010. Ce n'est pas seulement cette date qui nous a incités à rappeler le souvenir de Robert Merton, mais aussi le fait que son nom ait été aussi étroitement lié à l'émergence et à la reconnaissance de la sociologie des sciences comme l'une des sous-branches de la sociologie. En 1966, Merton fonde avec Joseph Ben-David le Comité de Recherche 23 de l'ISA – Sociologie des Sciences (et de la Technologie) –, avant d'en devenir le premier président jusqu'en 1974. Il a également été membre associé du Comité Exécutif de l'ISA en 1970-71. Merton est né à Philadelphie en 1910, de parents immigrants originaires d'Ukraine. Son nom est associé à de nombreuses orientations de la recherche sociologique, mais il est surtout devenu le père de la sociologie des sciences. L'expression « sociologie mertonienne des sciences » a été largement intégrée par la communauté scientifique. En 1994, Merton devient le premier sociologue à recevoir la *National Medal of Science*, la plus haute distinction américaine pour les sciences. En se concentrant sur les théories « de moyenne portée » – plutôt que sur la « suprême théorie » ou l'empirisme

abstrait –, Merton a établi des concepts qui ont été intégrés à la vie quotidienne. Il a forgé le concept de *prophétie auto-réalisatrice*, développé l'idée des *role models* [modèles de rôles] et créé, avec ses collègues, la *focused interview* [interview ciblée] qui donna par la suite naissance aux *groupes de référence* – une déviation de l'idée originale de Merton. En 1942, Merton gagna en audience lorsqu'il décrivit l'*éthos de la science*, et les conséquences de ces normes sur le comportement des scientifiques dans le cadre des structures institutionnelles. Le travail de Merton a eu des répercussions au-delà des milieux universitaires, y compris son étude des communautés qui ont réussi leur intégration, qui a aidé à défendre le cas *Brown contre le Bureau d'Éducation*, qui, à son tour, a conduit à l'arrêt de la Cour Suprême mettant fin à la ségrégation dans les écoles publiques américaines. Merton est probablement connu par-dessus tout pour son ouvrage *The Sociology of Science: Theoretical and Empirical Investigations*, et pour avoir forgé l'expression « effet Matthieu » qui fait référence au phénomène *des riches qui deviennent de plus en plus riches et des pauvres qui deviennent de plus en plus pauvres*, c'est-à-dire à l'accumulation des avantages. D'origine biblique, ce concept décrit le phénomène social



Robert Merton,
1910-2003.

dans le domaine des sciences selon lequel le pouvoir et le capital économique ou social s'accroissent pour ceux qui les possèdent déjà, et qui vont s'en servir comme levier pour acquérir encore plus de pouvoir et de capital. À l'occasion du 100^e anniversaire de sa naissance, la branche de St-Petersbourg de l'Académie Russe des Sciences et le CR23 ont publié un numéro spécial consacré à Merton. ■

Des ouvriers du bâtiment à Beijing, dans leur dortoir.



mais sans grand optimisme, nous devons toutefois maintenir sans faillir un état d'esprit positif pour faire face à ce cauchemar global. Si la Chine est devenue le lieu rêvé pour un capital mondial qui cherche de nouvelles formes d'accumulation du capital – à un rythme et dans des proportions qui dépassent l'imagination –, je dirais que dans le même temps elle crée un cauchemar global pour la nouvelle classe ouvrière. Les luttes de cette nouvelle classe ne font que commencer.

Ces dernières années, l'expression « atelier du monde » a été couramment employée pour décrire la capacité de la Chine à produire pour le monde entier. Quand le capital mondial délocalise en Chine, il ne cherche pas seulement de la main-d'œuvre bon marché et des terrains à bas prix, il cherche aussi des travailleurs chinois issus de l'immigration interne, zélés, qualifiés et instruits, qui sont prêts à travailler dans des conditions épouvantables, qui acceptent de s'adapter à une production à flux tendus, et qui sont aussi des consommateurs potentiels de produits globaux. Le repositionnement de la Chine comme « atelier du monde » assure par conséquent les fondements nécessaires pour entretenir une nouvelle classe ouvrière chinoise.

Il est largement admis que les travailleurs dans le monde sont dressés les uns contre les autres dans un jeu qui est une « course vers le bas » pour déterminer qui acceptera les salaires et les avantages sociaux les plus bas et les conditions de vie et de travail les plus misérables. Dans ce jeu, la Chine semble avoir fixé le « plancher » pour tous les ouvriers dans le monde qui travaillent pour le compte des industries d'exportation à forte intensité de main-d'œuvre. La SACOM (Étudiants et Universitaires contre la Mauvaise Conduite des Entreprises) – une organisation transnationale qui vise à lier les étudiants aux luttes des travailleurs – a fait état de violations généralisées des droits des travailleurs chinois par des grandes entreprises trans-

> Travail global – Point de vue de Chine

Pun Ngai, Université Polytechnique de Hong-Kong

L'accélération de la « reproduction élargie » du capitalisme à l'échelle mondiale a contribué à une modification rapide des rapports de classes en Chine et dans le reste du monde. Dans ce numéro de *Dialogue Global*, Edward Webster traite d'une nouvelle forme possible de solidarité transnationale, susceptible de favoriser l'union du mouvement ouvrier dans le monde. Je nourris le même rêve et souhaiterais replacer les luttes qui ont lieu en Chine dans une perspective globale. Il est avéré que les progrès dans les domaines de la technologie et de l'information entraînent des flux de capitaux extrêmement mouvants, et que la transnationalité de la nouvelle main-d'œuvre continue à bouleverser les rapports de classes existants. « L'adieu à la classe

ouvrière » ou l'abandon de « l'analyse de classe » par les intellectuels occidentaux n'ont pas pour autant rendu les rapports de classe obsolètes. Au lieu de cela, la question des classes sociales et des conflits de classes a suivi le transfert des capitaux vers les sociétés du tiers-monde, en mettant la Chine au premier rang de la lutte.

> La naissance d'une nouvelle classe ouvrière en Chine

Au cours des 30 dernières années, l'État réformiste chinois et le capital mondial ont conjointement fait de la Chine « l'atelier du monde », créant une nouvelle classe ouvrière de plusieurs centaines de millions de travailleurs. En collaboration avec le mouvement ouvrier international,

>>

nationales au cours des dix dernières années. Les arriérés de salaires, les heures supplémentaires forcées et excessives, ainsi que des conditions sanitaires et de sécurité épouvantables, sont monnaie courante. Cette dynamique du marché capitaliste mondial est d'une certaine manière facilitée par l'État post-socialiste chinois, moyennant des restrictions à la liberté d'association et au droit de grève.

> L'activisme des travailleurs migrants en Chine

La nouvelle classe ouvrière chinoise est en voie de modification et de restructuration. L'ère de la Réforme en Chine a connu le développement de la différenciation de classe, des conflits de classe et de la polarisation entre les classes. Manquant de canaux institutionnels pour faire entendre leurs revendications, les classes subalternes se mobilisent maintenant à travers des manifestations de masse pour exprimer leur mécontentement et résister à l'oppression. Les statistiques officielles révèlent qu'entre 1993 et 2005, le nombre de manifestations de masse est passé à l'échelle nationale d'environ 10.000 à 87.000 – soit une augmentation annuelle moyenne de presque 20%. Par ailleurs, le nombre des participants à ces manifestations est passé de 730.000 à plus de 3 millions, et il faut noter que 75% de ces manifestations se sont faites à l'initiative d'ouvriers et de paysans. Ces manifestations n'ont pas seulement augmenté en nombre, mais aussi en taille moyenne, dans leur portée sociale et en degré d'organisation.

La polarisation accrue des rapports de classes en Chine a trouvé son expression dans l'intensification des conflits du travail et dans le rapide développement de l'activisme chez les travailleurs. Des luttes collectives telles que des manifestations pour exiger des retraites, des routes bloquées par des travailleurs en colère qui n'ont pas été payés, des actions collectives en justice contre des émoluments illégaux, ne sont plus des cas exceptionnels. Que ce soit dans les entreprises privées, étrangères ou publiques, les manifesta-

tions deviennent de plus en plus conflictuelles, et parfois les manifestants s'en prennent même à des bâtiments officiels, ce qui se termine par de violents affrontements avec la police. De toute évidence, les travailleurs migrants chinois prennent de plus en plus l'initiative pour défendre leurs droits, et mettent en place des actions de mobilisation en tous genres, aussi bien des actions collectives ou individuelles, que des actions directes et légales. En fait, les actions collectives que mènent les travailleurs migrants ne se limitent pas à l'emploi des moyens institutionnels ou légaux pour faire avancer leurs intérêts. Avec leurs grèves, actions de rue et manifestations, ils sont aussi en train de passer par un processus de « radicalisation ». Bien que les possibilités de développement d'une force de classe organisée soient limitées, les grèves d'usine, les arrêts de travail, les négociations collectives sur les salaires, le lancement de revendications collectives, des actions conçues pour assurer une bonne couverture médiatique, ou même des attaques contre l'appareil d'État, sont couramment employés par les travailleurs migrants pour exprimer leur mécontentement et exiger des changements.

> Le défi pour les travailleurs en lutte

Il y a manifestement des barrières structurelles qui restreignent la lutte de la nouvelle classe ouvrière chinoise. J'ai déjà eu l'occasion de montrer que la nouvelle classe ouvrière a subi un processus continu de (semi-) prolétarianisation mais désormais la nouvelle génération est en train d'expérimenter un gigantesque « enfermement spirituel » dans les villes industrialisées où elle travaille.

L'histoire mondiale des travailleurs montre que la formation et la maturité de la classe ouvrière se sont développées à partir de la deuxième et de la troisième génération de travailleurs ruraux venus travailler dans les villes industrielles. Il s'agit du processus de prolétarianisation, qui transforme des travailleurs de la terre en travailleurs de l'industrie, privant au passage les premiers de leur moyens de production et de

subsistance ; de fait, ce scénario traverse toute l'histoire du capitalisme mondial. Ceci aboutit à ce que le sort des travailleurs dépende du processus d'accumulation du capital et de l'expansion de la marchandisation du travail. Ces travailleurs-là ne possèdent ni ne contrôlent les outils qu'ils utilisent, les matières premières qu'ils transforment, ou les produits qu'ils fabriquent.

Lorsque la Chine s'est transformée en usine du monde et est devenue une société industrialisée moderne, elle a en fait rejoué un acte classique de l'histoire mondiale du capitalisme. Ce qui différencie la Chine, c'est son processus particulier de prolétarianisation : afin d'intégrer le système socialiste chinois dans l'économie mondiale, les autorités chinoises ont créé un système d'enregistrement connu sous le nom de *hukou*, qui, tout comme celui des *pass laws* du régime d'apartheid sud-africain, permettait aux travailleurs ruraux de venir travailler en ville mais pas d'y vivre. Pour la nouvelle classe ouvrière chinoise, l'industrialisation et l'urbanisation demeurent deux processus largement séparés, dans la mesure où de nombreux paysans-ouvriers ont été privés de la possibilité de vivre là où ils travaillent ou de travailler là où ils vivent. Les autorités urbaines locales n'ont pas été motivées pour répondre aux besoins de consommation collective des travailleurs, en matière de logement, d'éducation, de soins médicaux, et d'autres prestations sociales. Les travailleurs migrants issus des campagnes ont été interdits *de jure* – mais non *de facto* – de vivre dans les centres urbains par le système *hukou* et par des barrières sociales garantissant qu'avec leurs maigres salaires, ils n'auraient pas la possibilité de s'installer dans les communautés urbaines. En somme, le processus de prolétarianisation des paysans-ouvriers chinois a été conçu suivant une séparation spatiale entre la production dans les zones urbaines et la reproduction dans les campagnes. Cette séparation des deux sphères a cependant laissé place à un essor du régime de dortoirs pour travailleurs, qui offre une nouvelle combinaison travail-résidence qui n'est pas sans rappeler

>>

les cités ouvrières des débuts du capitalisme, et continue encore à tenir l'ouvrier à l'écart de la ville.

Il en résulte un modèle de *prolétarisation inachevée*, qui conduit à approfondir le sens de « *devenir inachevé* », c'est-à-dire, de devenir *nongmingong* (un « quasi- » ou une « moitié » de travailleur dans le monde industriel). L'individu, en proie à un sentiment d'inadéquation, est soumis à une « errance » forcée. Les portes du monde urbain et industriel restent fermées à la deuxième génération de travailleurs migrants. Le *nongmingong* n'a eu nulle part où aller et nulle part où rester, comme l'exprime ce poème des travailleurs : « Vous dites que vous êtes destinés à une vie d'er-

rance » et vous suivez ce chemin qui conduit à ne plus être personne car vous n'êtes ni un *nongmin* (paysan) ni un *gongren* (ouvrier). « Ne regrettez jamais, même si devez rencontrer des difficultés considérables ». Voilà la devise d'une nouvelle génération de travailleurs *dagong*, qui essaient de surmonter leur expérience de l'inachèvement.

> Conclusion

En bref, le processus de prolétarisation depuis l'ère de la Réforme en Chine a créé une nouvelle classe ouvrière, de plus en plus consciente des différentes formes d'action collective, et de plus en plus prête à y participer. L'« enfermement » de la deuxième génération de travailleurs migrants a

suscité une épidémie de grèves spontanées dans le sud de la Chine.

Nous avons pu observer la conscience de soi, la colère, et l'action collective de la deuxième génération de paysans-ouvriers, et nous avons noté que ces travailleurs évoluent en plein milieu d'un quadrillage de contrôles et de dominations où les travailleurs doivent négocier et organiser eux-mêmes leur propre action. En dépit des barrières structurelles, la nouvelle classe ouvrière fait apparaître chaque jour toute une série de formes collectives d'insurrection qui menacent les forces du capital et rend l'État d'autant plus déterminé à les réprimer. ■

> Lettre d'Égypte : Sur la technique de roulement de la bouse de vache



La technique du roulement de bouse de vache.

Je viens de recevoir des nouvelles de l'un de mes anciens étudiants, qui travaille à Djouba, au Sud-Soudan. Il écrit : « J'essaie d'expliquer la technique de l'échantillonnage "boule de neige", ce qui représente un véritable casse-tête pour les Africains, qui n'ont aucune idée de ce qu'est une boule de neige.

Alors j'ai décrit le processus consistant à faire rouler une boule de neige et comment elle s'agrandit de plus en plus, et je leur ai demandé s'il n'y avait pas quelque chose qui leur est familier qui, quand il est roulé, devient de plus en plus gros. Ainsi pourrions-nous donner un nom africain à la technique de l'échantillonnage "boule de neige".

Après un long silence, l'un des étudiants assis au fond lance : "C'est comme ça qu'on roule les bouses de vache."

Donc la technique de la "boule de neige" est devenue la technique de "roulement de bouse de vache". »

J'ai pensé que vous aimeriez partager cela avec des collègues de l'ISA, en particulier Michael Burawoy.

Cordialement,

Ray Jureidini
Centre d'Études sur les Migrations et les Réfugiés, Université Américaine du Caire

> Travail global – Point de vue du Mexique

Enrique de la Garza, Universidad Autónoma Metropolitana, Mexico



Au Canada, des ouvrières de l'industrie sidérurgique manifestent leur soutien aux ouvriers mexicains des mines et de la métallurgie.

Cependant, il reste encore certaines leçons à apprendre de l'histoire :

Edward Webster traite d'une question classique mais tout à fait d'actualité : en même temps que la mondialisation du capital, une mondialisation du travail en tant que mouvement social est-elle possible, et à ce propos, quelle est la signification de la constitution d'autres identités et solidarités ?

Bien que Webster se concentre sur les pays du « Sud », à mon avis son analyse va au-delà des vieilles dichotomies développement/sous-développement, et pas seulement parce que des pays développés – comme l'Australie – se situent aussi dans le Sud, mais parce que des pays du Nord contiennent en eux-mêmes des caractéristiques du Sud. Quoiqu'il en soit, la question fondamentale doit être axée sur les moyens de surmonter les fragmentations qui existent entre les travailleurs, des fragmentations qui ont leur origine dans des différences ethniques, religieuses et de nationalité et, par-dessus tout, des différences dans les types d'emplois (emploi formel contre emploi informel ; salariés contre non-salariés ; travailleurs dans des chaînes mondiales contre ceux de micro-entreprises ; travailleurs permanents contre ceux qui travaillent en sous-traitance, etc). Dans ce sens, Webster a raison lorsqu'il affirme que les fortes pressions exercées sur les entreprises à l'échelle mondiale pour réduire les coûts et être compétitifs aboutissent à un sentiment d'impuissance et de résignation chez les travailleurs, les amenant à accepter, dans une stratégie de survie, la perte de droits et de protections sociales. Cette stratégie peut également résulter de la fragmentation des identités.

1. La thèse de la fragmentation des identités, que celle-ci soit due à la nouvelle hétérogénéité des emplois (Claus Offe) ou à des trajectoires professionnelles divergentes (Zygmunt Bauman), se révèle finalement superficielle dans la mesure où il y a toujours eu de l'hétérogénéité dans les emplois, les types d'entreprises, les branches professionnelles, de la même manière qu'il y a toujours eu des divisions régionales, nationales et internationales. (Les affiliés de la Première Internationale constituaient-ils un ensemble plus homogène au niveau de leurs emplois ? et les Fronts Populaires du passé – à l'occasion dirigés par des syndicats –, ont-ils été des modèles d'homogénéité professionnelle ?) Le processus de constitution des identités, des actions collectives et des mouvements sociaux, ne dépend pas seulement de la situation des différents acteurs au sein des structures professionnelles. Ce qui est sûr, c'est que les structures sociales donnent lieu à la construction collective de différences, mais les identités sociales dérivent aussi des interactions sociales, des mouvements sociaux, de la culture et des subjectivités particulières.

2. Du point de vue des travailleurs, les liens internationaux sur le plan matériel sont d'ores et déjà une réalité dans les chaînes de valeur mondiales, ce qui inclut les conflits actuels concernant la sous-traitance et plus particulièrement les délocalisations. Cependant, ce lien matériel ne garantit pas non plus la solidarité, bien qu'il existe des exemples positifs.

3. Un nombre énorme de travailleurs existe en dehors des chaînes de valeur mondiales : travailleurs formels et informels, salariés et non-salariés, et travailleurs « traditionnels » autant que travailleurs « non traditionnels ». Il faut se demander si un mouvement global peut être créé à partir d'une identité d'exclusion partagée.

Dans le cas de l'Amérique latine, les problèmes sont semblables à ceux relevés par Webster. Dans chaque

>>

cas, il est nécessaire de préciser l'importance du secteur informel, qui n'est généralement soumis à aucune réglementation du travail. Suivant la nouvelle définition de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la proportion des travailleurs qui réalisent leur activité dans le secteur informel ou qui, au sein d'entreprises du secteur formel, ne bénéficient pas de mesures de protection du travail, oscille entre 40 et 70% dans les pays d'Amérique latine. Le secteur informel inclut des grandes entreprises tout autant que des petites et moyennes entreprises, mais est particulièrement important parmi les entreprises de moins de cinq travailleurs. Dans l'ensemble des pays d'Amérique latine, ces micro-entités représentent la majorité des entreprises. Dans ce secteur, une partie de la main-d'œuvre est salariée, mais beaucoup travaillent à leur compte, ou travaillent dans des entreprises familiales sans être rémunérés. Les employés payés à la commission doivent également être inclus dans ce secteur. À l'heure actuelle, les luttes pour la réglementation du travail dans ce secteur sont très importantes. La situation des travailleurs dans les chaînes de valeur mondiales constitue également un problème, et pose la question de la relation entre les travailleurs permanents et les groupes de travailleurs en sous-traitance.

Tout autant que les différences entre les situations professionnelles, la législation du travail et les politiques d'organisation des travailleurs varient d'un pays à l'autre. Pour ce qui concerne la législation du travail, l'Amérique latine peut être divisée entre les pays qui continuent à appliquer un modèle conforme à l'orthodoxie néolibérale (le Mexique et la Colombie en constituent des exemples notoires) et ceux où des politiques alternatives sont entreprises par l'État (par exemple, l'Argentine, l'Uruguay, le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur et le Brésil). Dans le premier groupe, le déclin des syndicats et des droits des travailleurs est notable. Dans le second groupe, on note une certaine revitalisation des syndicats et des systèmes de protection des travailleurs. Au cours des années 90, alors qu'un néolibéralisme « dur » était consolidé dans presque tout le sous-continent, les travailleurs ont subi d'importantes pertes au niveau de leur protection sociale. Cependant, à l'aube de ce nouveau siècle, leur chance a commencé à tourner dans la bonne direction, dans de nombreux pays de la région. Mais tandis que certaines législations nationales du travail donnent aux travailleurs non-salariés le droit de se syndiquer, ce n'est pas le cas dans d'autres pays.

On observe quelque chose de semblable avec les politiques adoptées par les syndicats. Tandis que certains syndicats n'offrent aucune résistance significative face aux politiques néolibérales, d'autres se montrent très combattifs dans leur opposition. Par ailleurs, certains syndicats

sont très attachés à une définition étroite du travail, la limitant au travail salarié, tandis que d'autres sont ouverts à une définition beaucoup plus large. Les expressions de solidarité internationale les plus importantes, bien qu'elle n'en soient qu'à leurs débuts, se rencontrent dans les grandes confédérations internationales, dans des secrétariats sectoriels, dans des accords spécifiques entre confédérations de différents pays, dans des campagnes portant sur des problèmes particuliers, et par le recours à des accords inter-gouvernementaux tels que ceux de l'OIT ou ceux liés à des accords commerciaux.

« Ces utopies – communiste, socialiste, anarchiste, et même sociale-démocrate –, qui allaient de pair avec certaines conditions matérielles et favorisaient l'engagement dans des alternatives à la société capitaliste, n'ont généralement pas été renouvelées ou remplacées par d'autres. »

En d'autres termes, les formes existantes de solidarité de type international mentionnées par Webster sont importantes – les approches humanitaire, de la production et régulateur. Mais il se peut que l'impact le plus important de la « liquéfaction » des actions et des identités collectives doive être recherché non pas dans la structure des emplois ou dans les trajectoires professionnelles fluides, ni même strictement dans les pressions du marché global, mais plutôt dans la perte des utopies des travailleurs. Ces utopies – communiste, socialiste, anarchiste, et même sociale-démocrate –, qui allaient de pair avec certaines conditions matérielles et favorisaient l'engagement dans des alternatives à la société capitaliste, n'ont généralement pas été renouvelées ou remplacées par d'autres.

Ce sont tout au plus des réformes faisables qui ont pu apparaître au sein même du système néolibéral, comme c'est le cas des trois formes de solidarité de Webster. Ces réformes se limitent, par exemple, à la régulation du système financier, ou à une projection anachronique de l'État providence au niveau mondial, comme dans le cas du Forum Social Mondial. Il semblerait qu'il n'y ait toujours pas de confluence de sentiment et de pensée qui puisse se traduire dans des projets à l'échelle mondiale, que ce soit au plan intellectuel ou matériel. ■

> L'équipe éditoriale de São Paulo

Dans chaque numéro, nous présenterons l'une des équipes éditoriales qui collaborent à la traduction et à l'élaboration de *Dialogue Global*



La jeune équipe de São Paulo – de gauche à droite : Juliana Tonche, Andreza Galli, Pedro Mancini, Renata Preturlan, Fábio Tsunoda, Dmitri Fernandes et Gustavo Taniguti.

Nous sommes heureux de présenter notre équipe brésilienne de rédacteurs aux lecteurs de *Dialogue Global* dans le monde. C'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous travaillons pour une publication qui contribue tant à l'échange d'expériences et d'informations sur la sociologie en provenance des endroits les plus diversifiés. Nous espérons que cet espace dédié au dialogue va se développer de plus en plus. Voici un bref résumé des activités des différents membres de notre équipe de São Paulo.

Andreza Tonasso Galli est licenciée en Relations Internationales de l'Université de São Paulo (USP) et actuellement étudiante en master dans le Département de Sociologie de l'USP, où elle étudie les relations interraciales et le mouvement noir. Elle participe également au projet de formation permanente de l'université, *Educar Para o Mundo*, consacré à l'éducation populaire, l'immigration et les droits de l'homme.

Dmitri Cerboncini Fernandes est licencié en Sciences Sociales (2004) et titulaire d'un doctorat en Sociologie (2010) de l'USP. En 2008, il a poursuivi ses études de sociologie à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris, grâce à une bourse de la FAPESP. Il développe actuellement un travail de recherche en Histoire Sociale à l'USP, au sujet des relations entre les représentations symboliques de la samba et la politique afro-brésilienne d'affirmation culturelle dans les années 70.

Fábio Silva Tsunoda est licencié en Sciences Sociales de l'*Universidade Estadual Paulista* (UNESP/Marília) et actuellement étudiant en master de Sociologie à l'USP, où il mène des recherches sur les militants des droits de l'homme dans le Brésil de l'après-dictature.

Gustavo Takeshy Taniguti est licencié en Sciences Sociales de l'*Universidade Federal de São Carlos* (UFSCar), et fait actuellement son doctorat en sociologie à l'USP. Il a fait des recherches sur l'immigration japonaise au Brésil, et a également une expérience en sociologie du travail, en sociologie économique et de l'immigration. Il est membre du comité de rédaction de la revue en sciences sociales *Plural*, et chercheur auprès du groupe d'anthropologie urbaine *Núcleo de Antropologia urbana* (NAU-USP).

Juliana Tonche est licenciée en Sciences Sociales de l'USFCar, où elle a également fait son master. Elle fait actuellement un doctorat en sociologie à l'USP, centré sur les initiatives de justice réparatrice. Ses centres d'intérêt sont la gestion des conflits et la sociologie de la peine. Elle est également membre des groupes suivants : *Núcleo de Antropologia do Direito* (USP) et *Grupo de Estudos da Violência e Administração de Conflitos* (UFSCar).

Pedro Felipe de Andrade Mancini est licencié en Sciences Sociales de l'USP, où il termine aussi un master de Médias Sociaux sur le thème de la sociabilité dans le cadre des réalités virtuelles. Il travaille en outre au sein du comité éditorial de *Plural*, revue de sociologie des étudiants de deuxième et troisième cycles de l'USP.

Renata Preturlan est en master de sociologie à l'USP et étudie actuellement l'immigration bolivienne à São Paulo. Elle est licenciée en Relations Internationales de l'USP, et membre du Groupe d'Étude sur l'Immigration au sein du Laboratoire d'Anthropologie Urbaine, et membre du projet de formation permanente *Educar Para o Mundo*. ■

> La sociologie moyen-orientale, en mouvement

Syed Farid Alatas, Université de Singapour,
Département de Sociologie



L'Islam à la rencontre de la sociologie – M. Seyed Mohammad Saghafi, un éminent religieux qui enseigne à l'Université Azad, et M. Gholamabas Tavasoli, doyen de la sociologie iranienne.

Les 28 et 29 mai 2011, s'est tenu à Téhéran un colloque qui pourrait devenir le premier d'une série de colloques régionaux sur la sociologie au Moyen-Orient et du Moyen-Orient. Sous l'intitulé « Colloque Régional sur la pensée sociale et la sociologie dans le Moyen-Orient d'aujourd'hui », la rencontre a réuni des sociologues arabes, iraniens et turcs de la région et d'ailleurs. Le colloque était organisé par l'Association Iranienne de Sociologie, en collaboration avec l'Association Internationale de Sociologie et avec le soutien de la Fondation pour les Sciences et la Culture d'Istanbul, la Bibliothèque et les Archives Nationales de la République islamique d'Iran, l'Institut d'Études de la Religion et de la Pensée de Mashhad, le Centre d'Études Scientifiques et de Collaboration Internationales, et la Faculté des Sciences Sociales, des Éditions Jamee-Shenasan. Tout au long de ces deux journées, quelque 50 communications ont été présentées, dont la moitié en persan.

Les allocutions d'ouverture ont été prononcées par Michael Burawoy et Gholamabas Tavasoli, le doyen de la sociologie iranienne. Burawoy s'est intéressé à ce qui constitue une question de première importance pour le colloque : l'établissement d'une sociologie régionale au Moyen-Orient. Une telle sociologie devrait appréhender les processus non seulement à l'intérieur des nations mais aussi entre les nations. Selon Burawoy, le Moyen-Orient peut servir à tester la possibilité d'une sociologie globale dans la mesure où la région peut contribuer à l'universalisation de la sociologie. Tavasoli, d'accord pour l'essentiel avec la position de Burawoy, a attiré l'attention sur des perspectives alternatives dans le domaine de la pensée sociale, soulignant, par exemple, le fait que certains concepts en sociologie, comme celui de société civile, trouvent leur origine dans l'Iran préislamique ou islamique et non seulement en Grèce.

Les débats sur la sociologie au Moyen-Orient consistent généralement à juger de manière critique l'état de la sociologie et à souligner la nécessité de prendre en considération des

alternatives moyen-orientales aux traditions occidentales. Ce colloque n'a pas fait exception. Plusieurs communications, de Tina Uys, Sari Hanafi, Michael Kuhn et Ebrahim Towfigh, portaient sur l'état problématique de la sociologie au Moyen-Orient, par exemple sur les questions de l'Orientalisme et de la dépendance intellectuelle. Les intervenants ont cependant dès le départ signalé que l'objectif n'était pas de verser dans l'anti-occidentalisme mais de faire de la sociologie de qualité. Ceci implique d'élargir nos horizons au-delà du savoir produit en Occident pour inclure le Moyen-Orient et d'autres régions du monde comme sources productrices de concepts et de théories. En effet, les appels en faveur de sociologies autochtones ou alternatives ne manquent pas. Il est très positif que ce colloque n'ait pas seulement donné lieu à de tels appels mais ait aussi été l'occasion de présenter des exemples de pensée sociale originaire du Moyen-Orient. Sait Özervarli, Mohamad Tavakol et Seyyed Javad Miri ont parlé des travaux d'une pléiade de penseurs iraniens et turcs des XIX^e et XX^e siècles et ont exhorté à prendre sérieusement en considération le contenu de leur pensée pour établir une sociologie du Moyen-Orient. Biuk Mohammadi a par ailleurs souligné que la sociologie du Moyen-Orient ne devait pas être limitée par une définition étroite de la pensée sociale, mais devait être élargie à la littérature. Une telle sociologie n'ignore pas la pensée occidentale mais l'assimile plutôt de manière créative. Özervarli a évoqué comment différents penseurs ottomans du XIX^e siècle l'avaient fait.

Une autre question, centrale pour les débats se rapportant à la sociologie au Moyen-Orient, est la relation entre l'Islam et la sociologie. En s'appuyant sur sa vaste expérience de l'enseignement et de la recherche dans ce domaine, Riaz Hassan a parlé de ce à quoi pourrait ressembler un cours de sociologie de l'Islam. Ceci a inévitablement soulevé la question de savoir s'il y avait conflit entre les approches théologique et sociologique, en particulier en ce qui concerne l'explication des origines de l'Islam. Au cours de son intervention, Sara Shariati a traité cette relation problématique plus en détail, et ce faisant, a clairement pris ses distances avec l'idée d'une sociologie islamique. Le colloque a également donné lieu à des communications de plusieurs religieux qui ont défendu l'idée d'une sociologie islamique et manifesté une position plus hostile à l'égard de la sociologie occidentale.

Nombreux ont été les participants à se montrer favorables à l'organisation d'une telle rencontre une fois par an ou une fois tous les deux ans. Il est prévu d'organiser le prochain colloque sur la pensée sociale au Moyen-Orient à Istanbul, probablement en 2011. Conformément à l'esprit critique du colloque, il a été cependant suggéré de supprimer « Moyen-Orient » dans l'intitulé, car il était peu souhaitable de parler d'une région du seul point de vue « [du] pont du navire, [des] remparts de la forteresse, [de] la galerie supérieure de la maison de commerce » – selon les termes du Néerlandais J. C. Van Leur lorsqu'il étudiait la société et le commerce coloniaux. ■



Hicham Yezza et Rizwaan Sabir devant la bibliothèque où se trouvait le manuel controversé d'Al-Qaida.

versité a directement contacté la police, ce qui a conduit à l'arrestation des deux hommes innocents. Et l'histoire ne s'arrête pas là : Thornton montre également comment, une fois les deux hommes relâchés, la direction de l'université a tout fait pour discréditer ces deux hommes et ceux qui les soutenaient au sein de l'université, afin d'étouffer toute contestation de l'affirmation de l'UoN que les documents de recherche étaient illégaux et les arrestations justifiées.

L'UoN a qualifié les affirmations de Thornton d'« infondées » et prétend que son compte rendu est diffamatoire pour ses collègues. L'université a cependant été incapable de fournir un quelconque élément de preuve à l'appui de cette affirmation. En d'autres termes, l'objectif de la suspension de Thornton semble être de faire taire celui qui a tiré [la sonnette d'alarme](#).

Le compte rendu de Thornton se présente comme un rapport minutieusement documenté, rassemblant des preuves solides pour appuyer ses affirmations. Sur 112 pages, il soumet à une véritable analyse scientifique un déluge de communications internes à l'université, réunies sur une période de trois ans en vertu de la Loi sur la Liberté de l'Information (*Freedom of Information Act*). Il est par ailleurs intéressant de signaler qu'avant de publier son article, Thornton avait épuisé toutes les voies internes pour adresser ses griefs contre l'UoN.

C'est précisément pour cette raison que le compte rendu de Thornton – incluant les critiques à l'encontre de l'UoN – ne doit pas donner lieu à une nouvelle atteinte aux libertés. Si justice doit être faite dans cette affaire, Thornton doit être immédiatement réintégré, et l'UoN doit se soumettre à une enquête publique indépendante pour répondre des plaintes formulées contre elle dans ce compte rendu.

Rejoignez [Noam Chomsky](#) et les autres signataires pour apporter votre soutien à ces revendications, en signant la pétition [S.W.A.N.](#) sur <http://www.thepetitionsite.com/1/support-whistleblower-at-nottingham/>. ■

> Atteinte aux libertés à l'université : le cas des deux jeunes de Nottingham et du sonneur d'alarme

Alf Gunvald Nilsen, Université de Bergen, Norvège

À l'Université de Nottingham (UoN), certains événements récents donnent à penser que la liberté à l'université – la liberté de mener des recherches et de présenter le résultat de ces recherches dans le domaine public sans craindre des mesures disciplinaires, le licenciement, ou des atteintes à nos libertés civiques – pourrait bien être en passe de devenir une victime de la soi-disante « guerre contre la terreur ».

Le 4 mai dernier, Rod Thornton, ancien soldat britannique et expert en matière de terrorisme international et de contre-insurrection, a été suspendu de ses fonctions comme professeur à l'Institut de Sciences Politiques et Relations Internationales (SPIR) de l'UoN. Sa mise à pied fait suite à la publication par Thornton d'un [article](#) dans lequel il affirme que les échelons supérieurs de l'UoN sont directement responsables de l'arrestation injustifiée de deux hommes musulmans innocents – Rizwaan Sabir, étudiant de master au SPIR, et Hicham Yezza, membre de l'administration de l'Institut des Langues Modernes

et rédacteur en chef de la revue politique [Ceasefire](#) [Cessez-le-feu] – en tant que terroristes présumés, il y a de cela trois ans, en mai 2008.

Les deux jeunes de Nottingham ont été arrêtés puis détenus pendant six jours, avant d'être relâchés, aucune charge n'ayant été retenue contre eux. Leur arrestation a fait suite à la découverte, par l'un des collègues de Yezza, d'un document intitulé « Le Manuel d'Entraînement d'Al-Qaida » ainsi que de deux articles scientifiques, sur le bureau de son ordinateur. [Sabir](#) avait à l'origine téléchargé ces documents pour son mémoire de master portant sur l'Islam radical, puis les avait envoyés à son ami Yezza pour avoir son opinion. À noter que Sabir avait extrait le Manuel d'Al-Qaida du site web du Ministère de la Justice américain.

Thornton explique dans son article comment, au lieu de procéder à une évaluation du risque quand les documents ont été découverts – ce que, suivant les directives gouvernementales, l'UoN est obligée de faire – la direction de l'uni-